



## SUIVEZ

Jean-Paul LECOQ



## SITE INTERNET

www.jeanpaul-lecoq.fr

PERMANENCES  
PARLEMENTAIRES

## A Harfleur

(lundi et vendredi) :

55 rue de la République  
76700 Harfleur

## Au Havre

(mardi, mercredi, jeudi) :

71 rue Jules Siegfried  
76600 Le Havre

## TELEPHONE UNIQUE

02 32 92 59 11

## MAIL

angela.heranval@clb-an.fr



VOS VOIX À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

# JEAN-PAUL LECOQ

## DÉPUTÉ

et Nathalie NAIL  
suppléante

Madame, Monsieur,

Alors que l'extrême droite alimente fake news et complotisme basés sur un sentiment d'abandon et de déclin, il est toujours utile de rappeler que la France demeure l'une des principales puissances économiques mondiales.

“ **Le problème ne réside donc pas dans la création des richesses, puisque le Produit Intérieur Brut (PIB) continue de progresser, mais bien dans la redistribution de cette richesse nationale produite...** ”

En effet, les besoins non essentiels de 20% des Français les plus riches font l'objet de toutes les attentions des politiques gouvernementales depuis 10 ans, au détriment de la couverture des besoins essentiels de tous les autres : santé, logement, éducation, services publics de proximité dont les bureaux de poste, pouvoir d'achat...

Ainsi, les classes moyennes et populaires souffrent majoritairement des inégalités et de l'injustice, en particulier au cours des crises récentes et de leurs conséquences palpables sur la hausse des prix (carburant, énergie, alimentation...) et la baisse du pouvoir d'achat.

Par conséquent, l'impôt, censé être le principal outil de justice sociale, devient impopulaire et oppressant, tandis que la classe la plus aisée en ressort gagnante.

“ **Redonner du pouvoir de vivre correctement, du droit à se soigner, à accéder et à préserver son emploi, sa retraite, à obtenir des conditions d'enseignement de haute qualité de la maternelle aux études supérieures, redonner de la force à nos services publics... devraient pourtant occuper toutes les politiques gouvernementales !** ”

Des moyens pour tout cela, il y en a. Il faut juste accepter de répartir l'effort collectif demandé, en fonction des ressources réelles de chacun.

Un chiffre, non contesté, résume bien la situation : 270 Milliards d'argent public sont consacrés chaque année, sous diverses formes, aux cadeaux fiscaux des foyers les plus riches, le haut patronat et les actionnaires rentiers étant allègrement servis.

Dans le même temps, le gouvernement Lecornu vient affaiblir encore un peu plus notre Sécurité Sociale et diminuer le budget de nos services publics... À l'exception notable de celui de l'armement qui va connaître une nouvelle croissance sans précédent de ses crédits.

Comme quoi, l'argent public est bien présent... sans pour autant se sentir plus en sécurité compte tenu des logiques guerrières de trop nombreux pays, notamment ceux dirigés par l'extrême-droite.

Refusant ces logiques d'insécurité généralisée, de course aux armements, de perte de sens de l'action publique pour servir des intérêts particuliers et privés, je continue avec beaucoup d'autres, à porter une autre voie, d'autres choix, d'autres perspectives que celles d'une société de la peur, de l'exclusion et des tensions.

Comme je m'y étais engagé et comme je le fais régulièrement, je vous rends compte de l'exercice de mon mandat à travers cette lettre, en complément des informations publiées quotidiennement sur mon site Internet et sur les réseaux sociaux. Et je demeure bien entendu à votre écoute et à vos côtés, tant pour vous défendre que pour porter vos projets.

Respectueusement,

« En raison des élections municipales du début d'année, cette lettre de compte rendu du mandat publiée habituellement tous les 6 mois, n'a pas été éditée en janvier. Ce présent numéro couvre par conséquent les 12 derniers mois de mon activité parlementaire ».

# Ces derniers mois, JE SUIS NOTAMMENT INTERVENU :



le détail de  
mon activité législative  
est publié sur les sites  
<https://www.assemblee-nationale.fr>  
<https://jeanpaul-lecoq.fr>



## SANTÉ

- Pour la **défense de l'hôpital public et de ses agents**, en particulier au service des urgences et en psychiatrie, et pour que chacun puisse bénéficier d'un médecin traitant
- Pour le **maintien de la capacité d'accueil en maternité sur l'agglomération** et de tous les postes actuels, suite à l'annonce de la clinique privée de l'Estuaire (HPE) de fermer sa maternité jugée « non rentable » !
- Pour l'**encadrement et le contrôle par l'État des centres de santé privés** afin d'arrêter les dérives constatées (à l'image des scandales Alliance-Vision puis Sagéo au Havre)
- Pour rendre **gratuit l'accès aux parkings** de tous les établissements de santé, publics comme privés...



Pose du premier bois de la Maison de santé de Gainneville, désormais en service



## ENVIRONNEMENT

- Pour la mise en place de politiques visant la **réduction de polluants éternels (PFas)** très présents dans les activités industrielles et qui affectent la santé et l'environnement
- Pour soutenir la **décarbonation du transport maritime** et le développement de la filière française du transport à la voile (co-signataire d'une proposition de loi, mesures adoptées dans la loi de finances de l'État pour 2026)



L'armement havrais TOWT fleuron du transport à la voile désormais repris par le fonds d'investissement RES



## ÉDUCATION

- Pour **annuler certaines fermetures de classes prévues à la rentrée** sur des écoles de la circonscription, maintenir deux écoles, maternelle et élémentaire, à Gournay-en-Caux, et renforcer les moyens éducatifs dans les collèges et lycées dont les classes sont beaucoup trop chargées (la fermeture envisagée d'une classe à l'école des Acacias a été annulée suite à ces démarches et plusieurs mesures correctives ont été apportées auprès de plusieurs autres établissements dans le secondaire)
- Pour garantir aux **AESH (Accompagnant d'Élève en Situation de Handicap) et aux Assistants d'Éducation** un vrai statut et une rémunération leur permettant de sortir de la précarité (co-signataire d'une proposition de loi allant dans ce sens)
- Pour **préserver le droit, les moyens et les outils aux services de la formation professionnelle** attaqués par les députés du RN

Extrait : « Qu'il s'agisse de la formation des étudiants, de la formation continue, de la formation en alternance ou de la formation qualifiante, de quoi parlons-nous ? De la simple satisfaction des besoins en compétences, en main d'œuvre formée des entreprises pour assurer leur compétitivité sur le marché ?

Non. S'il s'agissait que de cela, l'État n'aurait rien à faire ici ou si peu en tout cas dans un régime capitaliste, et l'argent public non plus.

La formation professionnelle s'adresse aux citoyens dans notre République. Qu'ils soient étudiants, demandeurs d'emploi, salariés et même chefs d'entreprise. Tout le monde peut y prétendre.

Et elle a pour objectif que chacun puisse accéder, pour acquérir ou pour mettre à jour, des savoir-faire, des compétences, des aptitudes, ou de simples connaissances lui permettant d'exercer un métier puis de progresser, de « monter en compétence » tout au long de sa carrière. C'est en cela que la formation professionnelle sert aussi les entreprises, mais faudrait pas inverser l'ordre des choses sinon on crée le désordre...

En jetant de la confusion, de la suspicion et à l'arrivée de fausse solution »



## ÉCONOMIE

- Aux côtés et en soutien des salariés et des organisations syndicales contre les **plans de licenciements** à Saverglass - Verrerie de Graville, à Renault Sandouville, à Sibanye Stillwater, pour les conditions de transfert des personnels de Castorama sous l'enseigne Brico-Dépôt à Gonfreville l'Orcher et **pour la reprise de l'activité** de Cap Isoplas à Harfleur suite à l'abandon de son propriétaire OXO (L'entreprise a pu être reprise avec une partie seulement, malheureusement, de ses salariés)
- Pour les **conditions de travail et de rémunération** des travailleurs de la filière de l'éolien en mer
- Pour que la filière verrière soit intégrée par le gouvernement Français sur la liste des **secteurs industriels les plus exposés**, autorisés par la Commission Européenne à compenser partiellement leur surcoût carbone
- Pour que les **aides publiques** de l'État et de l'Europe versées au titre de la recherche et développement (R&S) des entreprises **soient conditionnées par le maintien des emplois**

- Pour ne pas imposer aux **entrepôts logistiques ne servant pas au commerce en ligne, la taxe** sur les surfaces commerciales, TASCOM, tel que souhaité par le gouvernement (l'amendement que j'ai défendu dans le cadre de l'examen du budget de l'État a été voté, cette mesure a donc été retirée)



- Pour repousser la tentative gouvernementale de taxer à 8% les activités sociales et culturelles des comités d'entreprise devenus CSE, Comité Social et Economique (*l'amendement que j'ai défendu dans le cadre de l'examen du budget de la Sécurité Sociale a été voté, cette mesure a donc été retirée*)

- Pour rejeter les mesures inscrites dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale au détriment des entreprises adaptées employant des personnes en situation de handicap, et des apprentis

- Pour appliquer le déréférencement automatique des places de marchés (marketplace) d'entreprises important des jouets lorsque les autorités de contrôle ont relevé un certain taux de produits non-conformes (*dépôt d'une question écrite au gouvernement ; plusieurs mesures ont été obtenues*)



Mobilisation des personnels de Castorama à Gonfreville l'Orcher en janvier



Les élus du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine de l'Assemblée Nationale



## TRANSPORTS

- Pour l'amélioration des conditions de circulation sur la ligne ferroviaire Le Havre/Paris, et la réalisation de la Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN) remise en cause par la Droite et l'extrême-droite en Ile-de-France

- Pour la gratuité des ponts de Tancarville et de Normandie à l'occasion de la fin de la concession actuelle accordée par l'État à la Chambre de Commerce (Fin de concession qui correspond à la fin des emprunts réalisés pour la construction du pont de Normandie et les travaux de remise en état des deux ponts)

- Pour le désenclavement ferroviaire et le développement du trafic fluvial du port du Havre

- Pour le maintien de l'obligation du pavillon Français sur les services portuaires, dont le remorquage et le lamanage, obligation que Bruxelles veut supprimer

- Pour garantir l'avenir et la mise aux normes de protection imposées par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du centre routier de la zone industrielle, de son hôtel-restaurant et des services disponibles pour les chauffeurs routiers

- Pour aménager les obligations du contrôle technique, imposé aux motos sur décision de l'Europe (en concertation avec les associations de motards)



Sur le chantier de la « chatière » sur le port pour assurer la liaison directe entre les terminaux et la Seine



## SOLIDARITÉ

- Pour mettre en échec les projets du groupe La Poste de fermetures de bureaux postaux et de baisse d'ouverture d'autres bureaux notamment sur les quartiers de Frileuse, de la Mare-Rouge, de Montmorency, de l'Eure-Brindeau, et sur la commune de Gonfreville l'Orcher

- Pour sauvegarder le service public dédié à l'autonomie des jeunes, les Missions Locales, menacé d'extinction de leurs missions prioritaires par le gouvernement

- Pour que les anciens salariés sous contrats TUC dans les années 80 puissent disposer de l'intégralité de leurs droits à la retraite

- Pour garantir l'exercice des droits fondamentaux des personnes handicapées, j'ai co-signé la proposition de loi Peytavie (la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées étant toujours « une promesse non tenue » pour reprendre le constat dressé par la mission parlementaire d'évaluation dans son rapport en juillet 2025)

# A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## LE GROUPE DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAINE AU SEIN DUQUEL JE SIÈGE À L'ASSEMBLÉE

*Avec mon groupe nous avons notamment proposé et défendu des propositions de résolution ou de loi :*

- Pour garantir par la Constitution l'existence de la Sécurité Sociale de plus en plus affaiblie par les gouvernements Macron successifs et menacée de suppression par l'extrême-droite

- Pour maintenir le dispositif d'encadrement des loyers voté à titre expérimental en 2018

- Pour bloquer les prix des carburants, de l'énergie et appliquer une TVA réduite sur les produits essentiels de consommation courante

- Pour nationaliser TotalEnergie dont les superprofits sont réalisés grâce au soutien de l'Etat Français à travers le monde alors que ses bénéfices sont reversés à ses seuls actionnaires

- Pour protéger les mineurs isolés et lutter contre le sans-abrisme (*proposition de loi adoptée*)

- Pour la création d'une commission d'enquête sur la prévention des risques liés à l'amiante (*j'ai co-signé une proposition de résolution*)

- Pour la réhabilitation des femmes condamnées pour avortement (*proposition de loi adoptée*)

- Pour indexer sur l'inflation, augmenter et verser sur 12 mois les bourses pour les étudiants (*proposition de loi à l'initiative de mon groupe, adoptée*)

- Pour diminuer le non-recours à l'Allocation de solidarité chez les personnes âgées (ASPA) (*proposition de loi à l'initiative de mon groupe, adoptée*)

- Pour nationaliser ArcelorMittal, unique moyen de sauver la filière française de l'acier (*proposition de loi à l'initiative de mon groupe, adoptée*)

## Et nous nous sommes opposés :

- A la généralisation du travail autorisé le 1<sup>er</sup> mai. L'offensive d'une partie de la droite et du patronat ainsi que de toute l'extrême droite pour remettre en cause le 1<sup>er</sup> mai a été contrée par une forte mobilisation

- Aux baisses de moyens consacrés sur le budget de l'État pour le secteur associatif. Les coupes budgétaires qui se succèdent contraignent les bénévoles et les salariés à réduire toujours plus leur niveau d'intervention et d'action auprès des publics qu'ils accompagnent

- Au projet de loi Darmanin et notamment à ses dispositions qui devaient ouvrir la voie en France à une justice expéditive négociée dans le dos des victimes ainsi privées de procès, entre les Procureurs et les avocats des personnes mises en cause ; Ces dispositions dites du « plaider coupable » ont été retirées du projet par le ministre suite à la forte mobilisation engagée

- A la mise en place d'un droit d'accès fixé à 50 € pour pouvoir saisir plusieurs tribunaux, dont celui des Prudhommes

- Aux coupes budgétaires qui vont encore affaiblir un peu plus nos services publics essentiels et à la diminution des remboursements par la Sécurité Sociale tels que le gouvernement Lecornu et ses soutiens l'ont voulu dans leur budget de l'État et budget de la Sécurité Sociale pour 2026



Cérémonie commémorative du 11 novembre à Gainneville



Collégiens de Jules-Vallès reçus à l'Assemblée nationale



Hommage aux résistants havrais Léon Lioust et Joseph Mader à Aplemont



Réunion publique de rentrée à La Forge d'Harfleur



Les 80 ans de l'UNRPA à Mayville



Mobilisation des travailleurs de Saverglass-Verrerie de Gravelle

## RELATIONS INTERNATIONALES ET PAIX

En Commission des Affaires étrangères, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et à travers diverses initiatives, j'ai poursuivi mon action pour le respect du droit international et en faveur de la Paix, notamment :

▪ **En intervenant contre la vente et l'export d'armements français à des pays en guerre.** Il n'existe pas de sanctions à l'égard des entreprises ne respectant pas les embargos sur la vente d'armes à certains pays. Une loi avait commencé à être examinée il y a une vingtaine d'années, il faut qu'elle revienne sur le devant de la scène pour contraindre les entreprises à respecter le droit international.

Il est inadmissible que des armes et munitions françaises soient utilisées pour réprimer violemment des populations civiles qui luttent pour leurs droits, comme ce fut le cas en Iran lors du mouvement « Femme, Vie, Liberté » alors que le pays était sous embargo.

▪ **En défendant un budget de l'État plus solidaire,** privilégiant le multilatéralisme ou la coopération culturelle plutôt que le business et le profit. Un budget cultivant la paix et non préparant la guerre.

▪ **Pour le droit des peuples à l'auto-détermination,** j'ai accueilli à l'Assemblée la Conférence européenne en soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui (EUCOCO) et participé à une initiative en faveur de l'avenir du Kurdistan.



d'armes à destination d'Israël bloquée par les dockers dans le port du Havre.

▪ **J'ai soutenu la reconnaissance de l'État de Palestine par la France** en septembre, que je réclame depuis des décennies, poursuivi les mobilisations contre le génocide à Gaza et la colonisation de la Cisjordanie et agi en faveur d'une paix durable à deux États : Palestine et Israël. Le 16 décembre, j'ai interpellé le 1<sup>er</sup> Ministre au cours de la séance des questions au gouvernement sur une cargaison

▪ **Je suis mobilisé en faveur des initiatives engagées pour le rétablissement de la paix** en Ukraine, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient... l'application de sanctions à l'encontre des pays dont les régimes déclenchent des guerres d'expansion (territoriale comme Israël ou la Russie) ou des guerres pour servir les intérêts de leurs multinationales (comme les Etats-Unis).

▪ **Et contre les tentatives d'assimiler la critique de la politique et du régime de l'État d'Israël à la définition de l'antisémitisme.**

**Extrait de ma position :** « Vouloir aujourd'hui régler la montée des actes et des attitudes antisémites qui est malheureusement un fait depuis le début de la guerre totale engagée à Gaza suites aux massacres ignobles du 7 octobre qui ont frappé la population Israélienne, en élargissant abusivement la définition/le périmètre de l'antisémitisme est d'une stupidité affligeante et dangereuse. Car cela conduirait inévitablement au résultat contraire. Cette proposition de loi risque de banaliser les cas réels de haine antisémite » comme alerte à juste titre les rapporteurs spéciaux de l'ONU. »



Vous souhaitez informer votre député d'une situation qui vous interpelle, lui faire une suggestion ou autre, alors n'hésitez pas.

Nom : .....

Prénom : .....

Age : .....

Adresse : .....

Tél. ....

E.mail .....

☐ Je souhaite être informé de l'actualité de Jean-Paul LECOQ

☐ Je souhaite adresser un message à Jean-Paul LECOQ